SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU SAINT-LAURENT

Note d'information

Date : 13 novembre 2026

Destinataire : Administrateurs du conseil d'administration de la Sodes

Expéditeurs : Direction générale de la Société de développement économique du Saint-Laurent

Objet : Rapport de la direction générale – mise à jour des dossiers

---

Journée maritime québécoise – Bilan

La 26e Journée maritime québécoise s'est tenue le 27 octobre dernier à Québec, sous le thème « Le Saint-Laurent : notre ouverture vers le monde ». Près de 85 acteurs de l'écosystème maritime y ont mené 21 rencontres avec des décideurs gouvernementaux, dont :

- trois ministres;
- deux députés;
- dix-sept représentants de ministères et d'organismes.

Le cocktail de clôture, tenu au restaurant Le Parlementaire de l'Assemblée nationale, a réuni 215 personnes inscrites.

Les élections générales ont eu lieu quelques semaines avant l'événement.

La formation du gouvernement et des confirmations tardives ont donc entraîné des changements de dernière minute aux délégations et aux horaires. De plus, la hausse des inscriptions a rendu plus difficile de garantir deux rencontres par participant.

En prévision des prochaines éditions, il est suggéré d'encadrer davantage les inscriptions et de s'assurer de la disponibilité de ceux et celles qui s'inscrivent. Il est également recommandé de limiter les modifications aux délégations.

<u>Faits saillants des rencontres</u>

Les échanges ont confirmé une reconnaissance croissante du secteur maritime comme levier stratégique de développement économique, industriel et territorial. Pour tirer profit de cette ouverture, l'industrie devra continuer de s'appuyer sur des données solides, des priorités claires et une présence accrue dans les processus de planification gouvernementaux.

Les principaux thèmes discutés sont :

- **Main-d'œuvre** :
  - Principal enjeu soulevé. Les ministères demandent une meilleure documentation des besoins en compétences spécialisées afin d'adapter la formation, l'immigration et les mesures de recrutement.
- **Infrastructures portuaires** :
  - Consensus sur leur caractère stratégique pour la croissance économique du Québec. Besoin de documenter les investissements requis et la capacité des ports à soutenir les exportations et les projets industriels à venir.
- **Planification en amont** :
  - Forte ouverture des partenaires gouvernementaux à accroître les échanges précoces avec l'industrie afin d'améliorer la prévisibilité des projets, d'accélérer les autorisations et de réduire les risques.
- **Transition énergétique et compétitivité** :
  - Importance de positionner le Québec pour capter les investissements liés à la décarbonation du transport maritime et aux nouvelles chaînes de valeur industrielles.
- **Acceptabilité sociale et environnementale** :
  - Accent mis sur la gestion proactive des risques, le dialogue avec les communautés et l'intégration des considérations environnementales dès les premières phases des projets.

Communications

Les communications entourant la Journée maritime québécoise ont porté leurs fruits : 32 organisations ont relayé l'événement sur les réseaux sociaux, et le taux d'engagement sur LinkedIn a progressé de 12,4 % à 15 %.

La trousse média s'est imposée comme un outil apprécié, avec 22 republications par un noyau fidèle de 16 organisations qui la réutilisent d'année en année.

Avec le **Passeport maritime du Québec** (« 127 élus, 127 liens avec le maritime »), la Sodes remettra à chaque élu un portrait sommaire de l'impact de l'industrie maritime dans sa région administrative. L'objectif est de démontrer, faits et données à l'appui, que le maritime est un moteur économique partout au Québec, et d'outiller les élus pour qu'ils deviennent des alliés de notre industrie. L'outil est réalisé avec la collaboration des services des communications de nos membres.

Dans le cadre de cette édition, la Sodes a collaboré également avec Le Soleil et La Presse afin d'offrir à l'industrie maritime deux occasions de rayonnement médiatique et de mettre en valeur ses acteurs, ses expertises et sa contribution à l'économie québécoise.

- Cahier spécial Le Soleil : ici
- Cahier spéciale La Presse : ici

Cette année, nous avons proposé un nouveau volet en collaboration avec le Port de Québec. Il devait permettre aux diplomates et aux hauts fonctionnaires de voir de près les opérations portuaires, avec des visites chez QSL, au Groupe Océan et au Centre de simulation et d'expertise maritime dans le cadre d'une **immersion portuaire**.

L'activité a dû être annulée en raison de contraintes de logistique et de sécurité, de la disponibilité des participants et du moment choisi.

Elle est reportée au début de 2027, et la SODES est en contact avec les personnes qui avaient manifesté leur intérêt.

Résultats du sondage de satisfaction

Les 27 participants qui ont répondu au sondage considèrent tous que l'événement a contribué à valoriser le Saint-Laurent et l'industrie maritime auprès des décideurs.

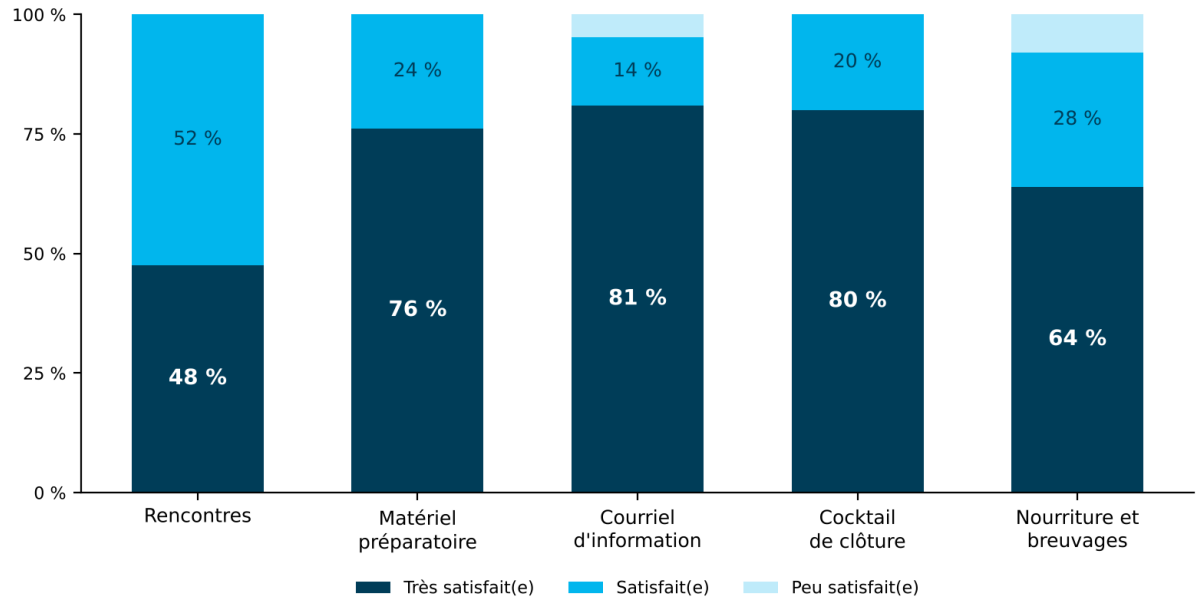
Les rencontres avec les ministères, organismes et élu(e)s, au cœur de notre action de représentation, ont satisfait tous leurs participants et ont été jugées pertinentes. Ce résultat confirme la valeur de la formule pour les membres.

La qualité de la préparation, en particulier le matériel et l'information transmis aux délégations, est l'un des points forts de l'organisation.

L'événement produit aussi des retombées concrètes en matière de réseautage : tous les répondants y ont noué de nouvelles relations ou collaborations.

L'adhésion est forte, puisque tous souhaitent participer à la 27e édition, le 26 octobre 2027.

Niveau de satisfaction pour chaque volet de la Journée maritime québécoise



Relations gouvernementales

- **Budget fédéral 2026-2027**

Le Budget fédéral 2026-2027, présenté par le ministre des Finances François-Philippe Champagne, mise sur le plan « Maîtres chez nous », qui vise à accélérer les grands projets d'infrastructures, stimuler les investissements privés et renforcer la productivité et la compétitivité du Canada. Pour le secteur maritime, les principales mesures concernent le maintien des investissements dans les corridors commerciaux stratégiques, la simplification des processus d'autorisation des grands projets et la modernisation des infrastructures portuaires et des chaînes d'approvisionnement.

Pour consulter la note produite : ici

À consulter : le mémoire prébudgétaire de la Sodes

Déposé dans le cadre des consultations prébudgétaires, ce mémoire expose les recommandations de la Sodes et met en lumière les enjeux et les priorités du secteur maritime québécois en matière de développement économique et d'investissements.

Pour lire le mémoire : ici

Pour consulter le mémoire de la Sodes déposé dans le cadre de la Consultation visant à Renforcer l'Unité de l'économie canadienne par le commerce et les transports : ici

Pour consulter le bilan de la consultation : Ce que nous avons entendu : Renforcer l'Unité de l'économie canadienne par le commerce et les transports

Comités et groupes de travail

1. Comité aviseur sur le dragage du Saint-Laurent (22 septembre 2026)

Le Comité aviseur sur le dragage d'entretien du Saint-Laurent (Comité) s'inscrit dans la tradition de concertation qui a longtemps caractérisé la gouvernance maritime canadienne, notamment à travers les travaux du Groupe conseil maritime (GCM). Créé afin de favoriser le dialogue entre la Garde côtière canadienne (GCC) et les utilisateurs de la voie navigable, le Comité constitue un forum privilégié permettant de partager l'information, d'identifier les enjeux et de formuler des recommandations relatives à la planification et à la réalisation des travaux de dragage d'entretien.

Dans un contexte où les principes de transparence, de collaboration et de responsabilité partagée occupent une place croissante dans la gouvernance des infrastructures maritimes, une actualisation des règles de fonctionnement du Comité apparaît opportune afin d'assurer sa pertinence, son efficacité et sa représentativité.

Le 22 septembre dernier, les membres se sont réunis pour discuter des derniers sondages réalisés de Bécancour à Cap-Santé et sur Lac Saint-Pierre considérant qu'ils ont révélé une sédimentation plus élevée qu'à l'habitude.

2. Communauté de pratique – Politiques publiques et maritimité (19 juin 2026)

La Communauté de pratique – Politiques publiques et maritimité, du Réseau Québec maritime, vise à favoriser l'émergence d'une vision intégrée des politiques publiques liées à la maritimité, afin d'en renforcer la cohérence et l'efficacité. Elle entend ainsi contribuer à la capacité du Québec maritime à anticiper et à relever les grands défis de société, particulièrement ceux associés à la transition socioécologique.

En favorisant le dialogue, le partage des connaissances et la réflexion collective, la Communauté de pratique souhaite contribuer au développement, au rayonnement et à la transmission d'une véritable culture de la maritimité au Québec. Elle aspire également à outiller les communautés côtières afin qu'elles disposent de leviers mieux adaptés pour orienter leur développement, renforcer leur autonomie et assurer leur pérennité, dans le respect de la santé des milieux de vie et des écosystèmes.

Les échanges entre les membres prendront principalement la forme d'ateliers de travail réunissant des acteurs aux expertises et aux perspectives complémentaires. À partir de thèmes ou de problématiques ciblés, ces rencontres favoriseront la réflexion collective, le dialogue intersectoriel et la mise en commun des expériences, dans le but de faire émerger des connaissances partagées, de dégager des pistes d'action et de constituer progressivement un corpus de référence.

Les participants sollicités se sont rencontrés dans le cadre de 3 ateliers thématiques :

- 5 octobre 2026 – Gouvernance du transport du transport maritime;
- 19 octobre 2026 – Transition écologique du transport maritime;
- 28 octobre 2026 de 13 :30 à 16 :00 – Développement économique du transport maritime.

3. Groupe conseil maritime (GCM) (8 octobre 2026)

Le Groupe conseil maritime a pour mission de favoriser le dialogue entre la Garde côtière canadienne et les utilisateurs du Saint-Laurent, d'identifier les défis émergents, de formuler des

recommandations et de contribuer à l'amélioration des politiques, des services et de la performance du transport maritime au Canada. Il agit donc comme une instance de concertation et de rétroaction.

Le 8 octobre dernier, les membres ont discuté des éléments suivants :

- Mise à jour sur les programmes :
  - Déglaçage et plan de déploiement
  - Services des communications et de trafic maritime
  - Aides à la navigation
  - Gestion des voies navigables
- Mise à jour sur le renouvellement de la flotte
- État de situation – Marégraphe – Saint-François-d 'Orléans
- Situation de la Traverse Nord

4. Sous-comité sur la navigation électronique - Conseil consultative national sur la navigation maritime (CCNM) (23 octobre 2026)

L'objectif du sous-comité sur la navigation électronique du Conseil consultatif maritime national (CCNM) est de servir de conseil consultatif pour faciliter le développement, l'orientation et la priorisation de toutes les questions relatives à la mise en œuvre du concept de navigation électronique au Canada.

Pour atteindre cet objectif, les membres du sous-comité travaillent en partenariat pour harmoniser les objectifs du gouvernement fédéral et de l'industrie maritime liés à la navigation électronique.

Lors de la rencontre du 23 octobre dernier, les membres ont discuté des éléments suivants :

- Mise à jour sur la navigation électronique au Canada
- Mise à jour annuelle du comité interministériel S-100
- Proposition de révision des documents directeurs de la navigation électronique
- Version finale des termes de référence

5. Table de concertation régionale de l'Estuaire moyen maritime (29 octobre 2026)

La Table de concertation régionale de l'estuaire moyen-maritime (TCREMM) est un espace d'échanges, de prises de décision collective et de passage à l'action pour l'avenir des ressources en eau du Saint-Laurent et du Fjord du Saguenay. Elle est composée équitablement d'acteurs de l'eau représentant les usages du fleuve (secteur économique, municipal et communautaire). Elle considère également les savoirs et les préoccupations des communautés autochtones.

Les TCR sont inscrites dans la Loi sur l'eau qui affirme le caractère collectif des ressources en eau. Elles ont pour responsabilité de planifier en concertation avec les acteurs de l'eau, leur devenir ainsi que leurs usages pour leur territoire. C'est ce qu'on appelle la gestion intégrée des ressources en eau.

Les TCR ont le mandat d'élaborer et de mettre en œuvre la planification des ressources en eaux dans un Plan de Gestion Intégrée régionale (PGIR). Ce document, reconnu par la Loi sur l'eau, identifie et priorise les enjeux des acteurs, fixe des orientations et des objectifs collectifs, réalistes et mesurables et entérine des actions permettant l'atteinte de ces objectifs.

LA TCREMM a officiellement été créée, le 29 octobre dernier dans le cadre d'une assemblée de fondation.

6. **Conseil consultative national sur la navigation maritime (CCNM) (8 novembre 2026)**

Le Conseil consultatif maritime national (CCNM) est le principal mécanisme de consultation entre la Garde côtière canadienne et les intervenants du secteur maritime. Son rôle est de permettre aux représentants de l'industrie, des ports, des armateurs et des gouvernements d'échanger sur les besoins opérationnels du transport maritime, de formuler des recommandations sur les services maritimes fédéraux (navigation, déglaçage, sécurité, gestion du trafic maritime, etc.) et de contribuer à l'amélioration de la planification et de la prestation de ces services afin de soutenir la sécurité, l'efficacité et la fluidité du système de transport maritime canadien.

Le 8 novembre dernier, les membres ont discuté des éléments suivants :

- Stratégie Industrielle de Défense
- Étude commerciale de la Fédération maritime du Canada – Points clés
- Mises à jour de la Garde côtière canadienne
    - Le renouvellement de la flotte et la construction navale
    - Mise à jour sur la prolongation de la vie utile des navires
    - Mise à jour sur la sûreté maritime, opérations de la flotte et exigences en matière d'infrastructure
    - Sous-comité sur la navigation électronique
    - Bouées de navigation quatre saisons et aides à la navigation
- Transports Canada : Rôles et responsabilités concernant le Règlement sur les substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) et les capacités de lutte contre les incendies
- La stratégie sur les océans
- Perfectionnement de la main-d'œuvre, recrutement et maintien en poste

Lors du tour de table régional, le représentant du Québec à positionner les enjeux suivants :

- Déglaçage : une saison 2025-2026 très exigeante
    - La Garde côtière canadienne (GCC) a assuré 1 058 heures de déglaçage, 700 heures d'escorte et 339 heures de contrôle des inondations au lac Saint-Pierre. Avec la fermeture tardive de la Voie maritime le 12 janvier, il a fallu mobiliser trois brise-glaces et un soutien privé de Groupe Océan.
    - L'industrie est préoccupée des délais de réponse et de la préparation de la prochaine fermeture de la Voie maritime.
- Marégraphe de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans : l'enjeu prioritaire
    - Transports Canada veut se départir d'un quai, à la hauteur de l'ile d'Orléans, près de Québec, où se trouve un marégraphe stratégique.
    - Des études sont en cours pour évaluer la sécurité du site et un transfert possible à la GCC ou au Service hydrographique Canada (SHC).
    - L'industrie s'oppose à ce que la modélisation remplace la mesure réelle : des écarts de 30 cm ont été observés à Portneuf, ce qui est critique pour les pétroliers chargés dans la Traverse Nord.
- Traverse Nord
    - Des hauts-fonds auraient limité le transit de 20 navires l'hiver dernier.
    - L'industrie demande de réévaluer les normes de dragage et d'utiliser une bathymétrie en temps quasi réel.
    - Le dossier est confié au Comité permanent sur la sécurité de la navigation.